

### Acte de notification d'un arrêt R.const. 836

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuvième jour du mois d'octobre ;

A la requête de Monsieur le Greffier en Chef de la Cour constitutionnelle ;

Je soussigné Gérard Kabongo, Huissier près la Cour constitutionnelle ;

Ai notifié au :

- Journal officiel de la République Démocratique du Congo, sis avenue Lukusa, à Kinshasa/ Gombe l'arrêt rendu en date du 08 octobre 2021 par la Cour constitutionnelle dans l'affaire sous R.const. 836 ;

Et pour qu'il n'en prétexte l'ignorance ;

Etant au siège du Journal officiel de la République Démocratique du Congo à Kinshasa/Gombe ;

Et y parlant à Monsieur Mukendi Kapuya, Chargé de courriers ainsi déclaré ;

Laissé copie de mon présent exploit ainsi que celle de l'arrêt sus vanté.

Dont acte	coût...FC	Huissier
-----------	-----------	----------

### Arrêt R.const.836

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière de contrôle de constitutionnalité, a rendu l'arrêt suivant :

Audience publique du quinze janvier deux mille vingt et un ;

En cause

Requête de Monsieur Omatoko Emile en inconstitutionnalité de l'Arrêté d'organisation judiciaire n°233/79 du 20 août 1979 portant règlement intérieur des cours, tribunaux et parquets et en inconstitutionnalité du jugement rendu par le Tribunal de paix de Kinshasa/Matete sous RP 32803/32858. Par requête signée le 25 janvier 2019 et reçue au greffe de la Cour constitutionnelle le 28 janvier 2019, Monsieur Omatoko Emile, sollicite de la Cour l'inconstitutionnalité pour violation des articles 19 alinéas 3, 4, 61 litera 5 et 122 alinéa 6 de la Constitution dans la cause sous RP 32803/32858 du Tribunal de paix de Kinshasa/Matete en ces termes.

Kinshasa, le 25 janvier 2019

Monsieur Omatoko Emile, résidant au n°75 de l'avenue Bodila Quarier Nzadi Commune de Limete à Kinshasa ;

A Monsieur le président de la Cour constitutionnelle à Kinshasa/Matete ;

Concerne : Requête en inconstitutionnalité de la violation des articles 19, al. 3, 4, 61 litera 5 et 122 al.6 de la Constitution dans la cause sous RP 32.803/ 32.858 du Tribunal de paix de Kinshasa/Matete

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous saisir bien respectueusement en exception d'inconstitutionnalité de la Loi et Arrêté d'organisation judiciaire n°299 du 20 août 1979 portant Règlement intérieur des Cours, Tribunaux et Parquets ;

En effet, je suis partie civile et prévenu dans la cause RP 32803/32858 pendante au Tribunal de paix de Kinshasa/Matete ;

La partie prévenue et civile dans cette cause est moi-même, Monsieur Omatoko Emile et la partie civile et prévenue, Madame Ekodi Louise.

Dans cette cause, la juridiction saisie s'appuie sur la Loi organique n° 13/011-B du 11 avril 2013 portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire, car c'est cette loi qui lui donne compétences matérielles et territoriales en matière répressive, cette juridiction instruit la cause susdite sur pieds de l'Arrêté d'organisation judiciaire portant règlement intérieur des cours, Tribunaux et Parquets précité ;

Par ailleurs, ce Tribunal de paix de Kinshasa/Matete est conforté dans sa saisine par la citation directe sous RP 32.803/ 32.858 signifiée à Mademoiselle Dembo.

1. L'inconstitutionnalité de l'Arrêté d'organisation judiciaire n°299 du 20 août 1979 portant règlement intérieur des cours, tribunaux et parquets.

Cet Arrêté est encore en vigueur jusqu'à ce jour, il régit l'organisation et le fonctionnement des cours, des Tribunaux et des Parquets et pourtant l'article 122, litera 6 de la Constitution dispose : « sans préjudice des autres dispositions de la présente constitution, la loi fixe les règles concernant ;

Litera 6 : « la détermination des infractions et des peines qui leur sont applicables, la procédure pénale, l'organisation et le fonctionnement du pouvoir judiciaire, la création de nouveaux ordres de juridictions, le statut des Magistrats, le régime juridique du Conseil Supérieur de la Magistrature ;

Il résulte de la disposition constitutionnelle susvisée que l'arrêté indiqué est inconstitutionnel ;

- 2° L'inconstitutionnalité dans l'action RP 32803/32858 du Tribunal de paix de Kinshasa/Matete ;

A titre de bref exposé des faits, le Tribunal de paix de Kinshasa/Matete est saisi en matière répressive sous RP 32.803/32.858.

Les parties en cause sont :

- MP et partie civile, Monsieur Omatoko Emile C/Madame Ekodi Louise, prévenue ;



Ministère public et partie civile, Madame Ekodi Louise contre Monsieur Omatoko Emile, prévenue.

A l'audience du 15 janvier 2019, le Tribunal de paix de Kinshasa/Matete a observé un silence sur sa saisine a par ailleurs poursuivi l'instruction de ladite cause alors qu'il n'était pas saisi dès lors que la signification dudit exploit était irrégulière, si bien que signifié à Mademoiselle Demba, sans préciser le lien existant entre le prévenu Omatoko et la personne dont l'exploit a été signifié ;

Il résulte de ce qui précède que le Tribunal de paix de Kinshasa/Matete a violé les droits de la défense garantis par les articles 19 al. 3, 4 et 122 litera 6 de la Constitution dans l'instruction de l'action sous RP 32.803/ 32.858;

Qu'il plaise donc à votre respectueuse cour d'annuler la décision sous RP 32803/32858 susmentionnée qui viole manifestement et complètement les droits de la défense pour cause de son inconstitutionnalité.

Et ce sera justice.

Monsieur Omatoko Emile

Par ordonnance signée le 14 janvier 2021, Monsieur le président de cette cour fixa la cause à l'audience publique du 15 janvier 2021 ;

A l'appel de la cause à cette audience, aucune des parties ne comparut ni personne pour elles ;

Sur l'état de la procédure, la Cour déclarera la cause en état d'être examinée, et s'agissant de filtrage, elle accorda la parole au Procureur général, représenté par le Premier Avocat général Ndaka Matandombi Baudoin, qui donna son avis tendant à ce qu'il plaise à la Cour de faire application de l'article 24 du Règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Sur ce, la cour clôt les débats, prit la cause en délibéré et séance tenante prononça l'arrêt suivant :

Par requête du 25 janvier 2019, signée par lui-même et réceptionnée au greffe de la Cour constitutionnelle le 28 janvier de la même année, Monsieur Omatoko Emile saisit la Cour constitutionnelle en vue de la déclaration de l'inconstitutionnalité de l'Arrêté d'organisation judiciaire n° 299/79 du 20 août 1979 portant Règlement intérieur des Cours, Tribunaux et Parquets et du jugement rendu par le Tribunal de paix de Kinshasa/Matete sous RP 32803/32858.

Explicitant sa demande, le requérant soutient que l'Arrêté visé, réglementant l'organisation et le fonctionnement des Cours, Tribunaux et Parquets, viole l'article 122 de la Constitution qui, à son sixième point, reconnaît au domaine de la loi la fixation des règles liées à la détermination des infractions et des peines qui leur sont applicables, la procédure pénale, l'organisation et le fonctionnement» du pouvoir judiciaire, la création de nouveaux ordres de juridictions, le statut des magistrats,

ainsi que le régime juridique du Conseil Supérieur de la Magistrature. Aussi, il soutient la violation des droits de la défense garantis par l'article 19 alinéa 3 de la Constitution au motif que le Tribunal de paix a observé un silence sur sa saisine tout en poursuivant l'instruction de la cause en dépit de saisine liée à la signification irrégulière de l'exploit.

Examinant sa compétence, la Cour constitutionnelle relève que sa compétence à connaître de la constitutionnalité de la décision administrative réglementaire qu'est l'Arrêté d'organisation judiciaire n° 299/79 du 20 août 1979 résulte de l'article 162 alinéa 2 de la Constitution. En revanche, elle se dira incompétente pour connaître de la constitutionnalité de la décision judiciaire qu'est le jugement rendu sous RP 32803/858, sur le fondement des dispositions combinées des articles 160 et 162 de la Constitution, 43 de la Loi organique relative à son organisation et à son fonctionnement, et 64 de son Règlement intérieur.

Statuant sur la recevabilité de la requête, la Cour dira celle-ci irrecevable au motif qu'elle est initiée au mépris manifeste du délai de six mois que fixe l'article 50 de la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013. Aux termes de cette disposition légale, en effet, le recours visant l'inconstitutionnalité d'un acte législatif comme celui visant un acte réglementaire n'est recevable que s'il est introduit dans les six mois suivant la publication de l'acte au Journal officiel ou suivant la date de sa mise en application.

La décision réglementaire déferée au contrôle, soit l'arrêté d'organisation judiciaire n° 299/79 du 20 août 1979, acte non publié au Journal officiel, est, conformément à son article 204, d'application depuis le jour de sa signature, soit le 20 août 1979. La Cour juge que c'est donc tardivement que la présente requête postule l'inconstitutionnalité dudit acte.

Elle dira, en outre, n'y avoir lieu à paiement des frais d'instance, la procédure étant gratuite sur le fondement du deuxième alinéa de l'article 96 de la Loi organique relative à son organisation et à son fonctionnement.

C'est pourquoi ;

Vu la Constitution du 18 février 2006 telle que révisée et complétée à ce jour, spécialement son article 162 alinéa 2 ;

Vu la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, spécialement son article 96 alinéa 2 ;

Vu le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle, spécialement en ses articles 23, 24, 25 et 61 alinéa 3 ;

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière de contrôle de constitutionnalité ;

Après avoir entendu le Procureur général en son avis ;

Se déclare partiellement compétente ;



Et déclare irrecevable la requête pour tardiveté ;

- Dit qu'il n'y a pas lieu à paiement des frais d'instance ;
- Dit en outre que le présent arrêt sera signifié aux parties, au Président de la République, au président de l'Assemblée nationale, au président du Sénat, au Premier ministre, qu'il sera publié au Journal officiel de la République démocratique du Congo et au Bulletin des arrêts de la Cour constitutionnelle.

La Cour a ainsi délibéré et statué à l'audience publique de ce 15 janvier 2021 à laquelle ont siégé Madame et Messieurs Funga Molima Mwata Evariste-Prince, président a.i, Wasenda N'songo Corneille, Mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre, Nkulu Kilombo Mitumba Norbert, Bokona Wiipa Bondjali François, Mongulu T'apangane Polycarpe, Kaluba Dibwa Dieudonné, Kalume Asengo Cheusi Alphonsine, Kamuleta Badibanga Dieudonné, Juges, avec le concours du Procureur général représenté par le Premier Avocat général Ndaka Matandombi Baudoin et l'assistance de Madame Ngalula Tshingoma Viviane, Greffière du siège.

Le président a.i

- Funga Molima Mwata Evariste-Prince

Les Juges

- Wasenda N'songo Corneille ;
- Mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre ;
- Nkulu Kilombo Mitumba Norbert ;
- Bokona Wiipa Bondjali François ;
- Mongulu T'apangane Polycarpe ;
- Kaluba Dibwa Dieudonné ;
- Kalume Asengo Cheusi Alphonsine ;
- Kamuleta Badibanga Dieudonné ;

Greffière du siège

- Ngalula Tshingoma Viviane

#### Acte de notification d'un arrêt

**R.const. 1074**

L'an deux mille vingt et un, le vingtième jour du mois de d'octobre ;

A la requête de Monsieur le Greffier en chef de la Cour constitutionnelle ;

Je soussigné Gérard Kabongo, Huissier près la Cour constitutionnelle ;

Ai notifié au :

1. Journal officiel de la République Démocratique du Congo, à Kinshasa/Gombe, l'arrêt rendu en date du 31 décembre 2020 par la Cour constitutionnelle dans l'affaire R.const.1074;

Et pour quelle (la) notifié(e) n'en ignore, je lui ai ;

Etant au siège du Journal officiel de la République Démocratique du Congo au bureau du service courrier à Kinshasa/Gombe ;

Et y parlant à Monsieur Charles Mpia, Chargé des courriers ainsi

Laissé copie de mon présent exploit ainsi que celle de l'arrêt.

Dont acte

coût...FC

Huissier

#### Arrêt

**R.const. 1074**

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière de contrôle de constitutionnalité, a rendu l'arrêt suivant :

Audience publique du trente et un décembre deux mille vingt en cause ;

Requête de la Banque Centrale du Congo en inconstitutionnalité de l'ordonnance d'injonction de payer n° 239/2019 du 23 août 2019 prise par le président du Tribunal de commerce de Mbuji-Mayi ;

Par requête signée le 22 octobre 2019 et reçue au greffe de la Cour constitutionnelle le 23 octobre 2019, Maître Sébastien Kazadi Kampingididi, Avocat-conseil de la Banque Centrale du Congo, sollicite l'inconstitutionnalité de l'ordonnance d'injonction de payer n°239/2019 du 23 août 2019 prise par le président du Tribunal de commerce de Mbuji-Mayi en ces termes :

A Monsieur le président de la Cour constitutionnelle à Kinshasa/Gombe

Votre Honneur Monsieur le président,

La Banque Centrale du Congo « BCC » en sigle, institution de droit public dont le siège social est établi à Kinshasa au n° 563, Boulevard Tshiatshi, dans la Commune de la Gombe, par la personne de son Vice-gouverneur sieur Jutes Bondombe Assango, à ce dûment habilité et agissant conformément à l'article 43 de la Loi organique n° 18/027 du 23 décembre 2018, portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, publiée au Journal officiel numéro spécial du 28 décembre 2018 et à l'Ordonnance n° 18/42 du 14 mai 2018 portant nomination d'un Gouverneur et d'un Vice-gouverneur de la Banque Centrale du Congo, publiée au Journal officiel, numéro spécial du 1<sup>er</sup> juin 2018, pages 13 et 14, vient par notre plume et ministère, avec considération, saisir votre haute autorité judiciaire pour l'objet repris en concerne.